



**PRÉFET
DE LA MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat général

**Direction de la coordination
et de l'appui territorial**

ARRÊTÉ DCAT/ BEPE/ N°2021- 172

du 10 7 AOUT 2021

**autorisant la société Cristallerie de Saint-Louis à continuer d'exploiter ses installations
situées sur le territoire de la commune de Saint-Louis-lès-Bitche**

Le préfet de la Moselle,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite,

- Vu** la directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;
- Vu** le code de l'environnement notamment le titre 1^{er} du livre V relatif aux installations classées ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de Monsieur Laurent Touvet, préfet de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté DCL n° 2020-A-93 du 31 décembre 2020 portant délégation de signature en faveur de monsieur Olivier Delcayrou, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** le décret n°2014-285 du 3 mars 2014 modifiant la nomenclature des installations classées ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997, modifié, relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 relatif à l'industrie du verre et de la fibre minérale ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transfert de polluants et des déchets ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 29 février 2012, modifié, fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du code de l'environnement ;

- Vu** l'arrêté du 2 février 1998, modifié par l'arrêté du 24 août 2017, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté cadre régional n° 2017-451 du 8 juin 2017 relatif à la mise en place de principes communs de vigilance et de gestion des usages de l'eau dans le bassin Rhin-Meuse en période d'étiage et de sécheresse ;
- Vu** la circulaire du ministre de l'Écologie, du développement durable, des transports et du logement du 18 mai 2011 et relative aux mesures exceptionnelles de limitation ou de suspension des usages de l'eau en période de sécheresse ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2008-DEDD/IC-48 du 15 février 2008 prescrivant à la Compagnie des Cristalleries de Saint-Louis des mesures complémentaires visant à la mise à jour des conditions d'exploitation de son établissement situé sur le territoire de la commune de Saint-Louis-lès-Bitche, et à la fourniture d'informations visant à évaluer la maîtrise du risque sur le site ;
- Vu** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhin-Meuse ;
- Vu** la demande de l'exploitant du 27 janvier 2016 visant à déplacer et renouveler son four à bassin ;
- Vu** l'avis du service départemental d'incendie et de secours du 16 février 2016 relatif à la défense incendie du projet extension des halles 44 et 50 ;
- Vu** la demande de l'exploitant du 24 avril 2017 visant à rénover son installation de prétraitement des effluents acides ;
- Vu** la demande de l'exploitant du 16 mai 2019 visant à rénover l'atelier composition ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 9 juillet 2021 ;
- Considérant** que les modifications projetées par la société Cristallerie de Saint-Louis sont non substantielles au regard des dispositions de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;
- Considérant** toutefois qu'il y a lieu d'actualiser les prescriptions applicables à la Compagnie des Cristalleries de Saint-Louis ;
- Considérant** qu'il y a lieu de mettre en œuvre en cas de situation de sécheresse des mesures de réduction des prélèvements en eau et/ou de l'impact des rejets aqueux ;
- Considérant** qu'il y a lieu de mettre à jour les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2008-DEDD/IC-48 du 15 février 2008 pour les rendre compatibles avec les seuils fixés dans l'arrêté cadre régional n° 2017-451 du 8 juin 2017 ;
- Considérant** que l'avis du service départemental d'incendie et de secours susvisé précise que les besoins en eaux nécessaires pour assurer la défense extérieure contre l'incendie du projet et de l'ensemble de l'établissement sont évalués à 240 m³/h pendant 2 heures soit 480 m³.
- Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

A R R Ê T E

TITRE 1 – PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 – BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

Article 1.1.1 : exploitant titulaire de l'autorisation

La Compagnie des Cristalleries de Saint-Louis, dont le siège social est situé à Saint-Louis-lès-Bitche (57620), est autorisée à continuer d'exploiter ses installations situées sur le territoire de la commune de Saint-Louis-lès-Bitche, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté.

Article 1.1.2 : installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou à enregistrement

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature, par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation, à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants, relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration ou à enregistrement, sont applicables aux installations classées soumises à déclaration ou à enregistrement incluses dans l'établissement, dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

Article 1.1.3 : abrogations

Les dispositions des arrêtés préfectoraux suivants sont abrogées :

- n° 83-AG/3-459 du 16 juin 1983 ;
- n° 91-AG/2-468 du 23 septembre 1991 ;
- n° 92-AG/2-473 du 19 octobre 1992 ;
- n° 2002-AG/2-88 du 4 avril 2002 ;
- n° 2008-DEDD/IC-48 du 15 février 2008.

CHAPITRE 1.2 – NATURE DES INSTALLATIONS

Article 1.2.1 : liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Les activités exercées sont visées par les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

rubrique	activité	régime	capacité
2530-2a	Verre (fabrication et travail du) La capacité de production des fours de fusion et de ramollissement étant : 2- Pour les autres verres Supérieure à 500 kg/j	A	Fabrication et travail du cristal Capacité de production des fours de fusion et ramollissement de 12 t/j
2531-a	Verre ou cristal (travail chimique du) Le volume maximum de produit de traitement susceptible d'être présent dans l'installation étant : a. Supérieur à 150 l	A	Travail chimique de verre à l'aide d'acide fluorhydrique Vmax : 1 000 l
4110-2a	Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés 2- Substances et mélanges liquides La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a. Supérieure ou égale à 250 kg	A	Stockage et emploi d'acide fluorhydrique et autres substances H300 présentes sur le site quantité : 3,5 t
4708	Trioxyde d'arsenic, acide (III) arsénieux et/ou sels (numéro CA 1327-53-3) La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 kg	A	Stockage et emploi de trioxyde d'arsenic (60 kg)
2575	Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc. sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage, à l'exclusion des activités visées par la rubrique 2565. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 20 kW	D	Travail du cristal P > 20 kW
2910-A2	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes. A – Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens	D	Installations de combustion au gaz naturel de puissance thermique de 3,18 MW

	de l'article L.541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW		
4110-1b	Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés 1 – Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 200 kg, mais inférieure à 1 t	DC	Stockage et emploi de 200 kg de substances solides H300 présentes sur le site
4120-2b	Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition 2 – Substances et mélanges liquides La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t	D	Produits liquides étiquetés H300, H310 et H320 Quantité présente sur le site : 7,15 t
4440-2	Solides comburants catégories 1, 2 ou 3 La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 2 t, mais inférieure à 50 t	D	Stockage et emploi de nitrate d'argent, bichromate de sodium et de nitrate de potassium Quantité présente sur le site : 5,52 t
4510-2	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1 La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 20 t, mais inférieure à 100 t	DC	Stockage de produits dangereux pour l'environnement étiquetés H400 et H410 dont l'ammoniac Quantité présente sur le site : 40 t
4711-2	Composés de nickel sous forme pulvérulente inhalable : monoxyde de nickel, dioxyde de nickel, sulfure de nickel, disulfure de trinickel, trioxyde de dinickel La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2 – Supérieure ou égale à 10 kg, mais inférieure à 200 kg	D	Stockage et emploi de 35 kg d'oxyde de nickel
4715-2	Hydrogène (numéro CAS 133-74-0) La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 100 kg, mais inférieure à 1 t	D	Stockage et emploi d'hydrogène : 0,6 t
4725	Oxygène (numéro CAS 7782-44-7) La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t	D	Stockage et emploi d'oxygène : Quantité présente sur le site : 5 t.

A : Autorisation

D : Déclaration

C : soumis au contrôle périodique prévu à l'article L.512-11 du code de l'environnement

L'établissement ne relève pas du statut SEVESO seuil haut ou seuil bas par dépassement direct ou par la règle de cumul.

L'exploitant s'assure, et peut vérifier à tout moment, que les sommes S_a , S_b et S_c définies à l'article R.511-11 du code de l'environnement calculées au regard du seuil haut et du seuil bas sont inférieures à 1 et que ses installations ne répondent pas à la règle de cumul seuil haut ou seuil bas.

CHAPITRE 1.3 – CONFORMITÉ AUX DOSSIERS DÉPOSÉS

Article 1.3.1 : conformité

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent, par ailleurs, les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les autres réglementations en vigueur.

En ce qui concerne les prescriptions du présent arrêté, qui ne présentent pas un caractère précis en raison de leur généralité ou qui n'imposent pas de valeurs limites, l'exploitant est tenu de respecter les engagements et valeurs annoncés dans les différents dossiers déposés, dès lors qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

CHAPITRE 1.4 – DURÉE DE L'AUTORISATION

Article 1.4.1 : durée de l'autorisation

Sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, la présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, ou lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives.

CHAPITRE 1.5 – MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ

Article 1.5.1 : porté à connaissance

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 1.5.2 : équipement hors d'usage

Les équipements hors d'usage ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation, afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Article 1.5.3 : transfert sur un autre emplacement

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous le chapitre 1.2.1 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation.

Article 1.5.4 : changement d'exploitant

Lorsqu'une installation classée change d'exploitant, le nouvel exploitant en fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Cette déclaration mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les noms, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration.

Article 1.5.5 : mise à l'arrêt définitif d'une installation

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation des produits dangereux et la gestion des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon l'article R.512-39-2 du code de l'environnement.

TITRE 2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 2.1 – EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

Article 2.1.1 : objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- limiter les consommations d'énergie ;
- assurer la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir, en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

Article 2.1.2 : consignes d'exploitation

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre, en toutes circonstances, le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers et des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

CHAPITRE 2.2 – RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES

Article 2.2.1 : réserves de produits

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement, tels que manches de filtre, produits de neutralisation, produits absorbants, etc.

Article 2.2.2 : étiquetage

L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître à tout instant la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation ; les fiches de données de sécurité prévues dans le code du travail permettent de satisfaire à cette obligation.

À l'intérieur de l'installation classée autorisée, les fûts, réservoirs et autres emballages portent, s'il y a lieu, en caractères très lisibles, le nom des produits et les symboles de danger, conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

CHAPITRE 2.3 – INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

Article 2.3.1 : propreté

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage telles que la mise en place d'espaces verts sur le site.

L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

Article 2.3.2 : esthétique

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement...).

CHAPITRE 2.4 – DANGERS OU NUISANCES NON PRÉVENUS

Article 2.4.1 : dangers ou nuisances non prévenus

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du préfet par l'exploitant.

CHAPITRE 2.5 – INCIDENTS OU ACCIDENTS

Article 2.5.1 : déclaration et rapport

L'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident, est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire, et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous quinze jours à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.6 – DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

Article 2.6.1 : récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit, et tient à jour, un dossier comportant au minimum les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial et les différents dossiers déposés ultérieurement de mise à jour du dossier initial ;
- les plans tenus à jour ;
- les actes administratifs pris au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification, registres répertoriés dans le présent arrêté ainsi que les derniers rapports de visite de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant ; ces documents peuvent être informatisés mais, dans ce cas, des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant cinq années au minimum.

TITRE 3 – PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

CHAPITRE 3.1 – CONCEPTION DES INSTALLATIONS

Article 3.1.1 : dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations, de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

La conception et la fréquence d'entretien des installations doivent permettre d'éviter les accumulations de poussières sur les structures et aux alentours.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilités pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents ;
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit, à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

Article 3.1.2 : odeurs

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement et les bassins de rétention et de réserve d'eau incendie ne soient pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Article 3.1.3 : voies de circulation

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc), et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin ;
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées ;
- des écrans de végétations sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

Article 3.1.4 : émissions diffuses et envols de poussières

Aucun stockage, déversement ou brûlage de produits susceptibles de constituer pour l'air une charge polluante (physique, chimique, biologique), n'est autorisé dans le périmètre de l'installation.

Article 3.1.5 : pollution accidentelle

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que le rejet correspondant ne présente pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devraient être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

CHAPITRE 3.2 – CONDITIONS DE REJET

Article 3.2.1 : dispositions générales

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduits que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre, ou non conforme à ses dispositions, est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées, pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1 sont respectées.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Article 3.2.2 : conduits et installations raccordées

n° conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	caractéristiques	Traitement avant rejet	bâtiment
2	Four 9 pots	1 100 kW	Combustion gaz	-	44
33	Four 9 pots	1 100 kW	Captation des diffus	dépoussiéreur	44 b
	Four à bassin	1 400 kW	Captation des diffus		
			Combustion gaz		
10	Aspiration halle	650 kW	Captation des diffus	dépoussiéreur	62 E
14	Atelier de polissage acide	1 000 litres	Bains d'acides	Tour de lavage	72
5	Mélangeur composition	850 kg	Sable, potasse, litharge	dépoussiéreur	56-57

6a	Silos composition	26 t	Sable, potasse, litharge	dépoussiéreur	
6b	Mélangeur composition		Sable, potasse, litharge	dépoussiéreur	
28	Aspiration touret taillerie	45 kW	Taille du cristal	dépoussiéreur	74
28 b	Aspiration ponceuse		Taille du cristal	dépoussiéreur	
A, B, C, D, E, F, G, H, I, J	chaudières	3,18 MW	Combustion gaz	-	Ensemble du site

Les vapeurs issues des opérations de polissage acide sont canalisées et neutralisées par des tours de lavage avant rejet à l'atmosphère. Les eaux issues de ce lavage sont dirigées vers la station de neutralisation.

Article 3.2.3 : conditions générales de rejet

Conduit	hauteur	Section (m ²)	Débit nominal (Nm ³ /h)	Vitesse éjection minimale (m/s)
2	24,5	0,1	2 400	8
33	23	0,79	45 000	10
10	11	0,79	40 000	8
14	17	0,29	10 300	8
5	Rejet direct	0,13	7 300	8
6a	Rejet direct	0,02	7 000	10
6b	Rejet direct	0,05	9 000	10
28	11	0,75	40 000	10
28b	Rejet direct	0,096	4 500	8

Le débit des effluents gazeux est exprimé en m³ par heure rapporté à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Article 3.2.4 : valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O₂ ou CO₂ précisée dans le tableau ci-dessous.

Concentrations (mg/Nm ³)										
Conduits	2	10	14	5	6a	6b	28	28 b	33	
O ₂ (%)	13									
Poussières	30	20	15	18	19	18	16	18	19	
SO ₂	550	220	11						223	
NO _x exprimé en NO ₂	988	249							222	
HCl	29	15	30	30	15	16	10	13	25	
Fluor	5	2,8	8	3	3	3	1,9	2,7	4	
Pb	1	0,5	0,3	0,7	0,7	0,7	0,6	0,8	0,7	
Σ(Cd + Hg + Tl)	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	
Σ(As + Co + Ni + Se)	1	0,5	0,6	1	1	0,6	0,5	0,7	0,6	
Σ(Sb + Cr total + Cu + Sn + Mn + V)	4,2	3	2	4,9	4,8	4,8	1,7	2,7	3,5	
COV	15	10	7	12	12	12	9	11	18	

Article 3.2.5 : quantités maximales rejetées

Les quantités de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieures aux valeurs limites suivantes :

Flux (g/h)										
Conduits	2	10	14	5	6a	6b	28	28b	33	total
Poussières	72	800	150	130	130	160	630	80	858	3010
SO ₂	1320	8800	114	-	-	-	-	-	10035	20269
NO _x exprimé en NO ₂	2370	9975	-	-	-	-	-	-	9975	22320
HCl	70	600	315	220	108	140	380	60	1147	3040
Fluor	12	110	82	22	20	27	76	12	180	541
Pb	2,8	18	3,3	5	5	6	22,7	3,5	33,4	99,7
Σ(Cd + Hg + Tl)	0,2	2,6	0,7	0,5	0,5	0,6	2,1	0,4	2,5	10,1
Σ(As + Co + Ni + Se)	2,4	18	5,7	12	13	5	18,8	3	25,5	103,4
Σ(Sb + Cr total + Cu + Sn + Mn + V)	10	120	21	36	33,4	43	68,5	12	155,7	499,6
COV	35	400	69	85	85	105	350	50	810	1989

g/tv : g/tonne de verre fondu

kg/tv : kg/tonne de verre fondu

Pour la détermination des flux, l'ensemble des émissions canalisées et diffuses doivent être prises en compte.

Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé à partir d'une production journalière.

La somme des flux d'arsenic, cobalt, nickel, sélénium et leurs composés (exprimés en As + Co + Ni + Se) émis par l'établissement doit être inférieure à 50 g/h.

La somme des flux de plomb émis par l'établissement doit être inférieure à 100 g/h.

Les chaudières doivent être exploitées conformément à la réglementation en vigueur.

TITRE 4 – PROTECTION DES SOLS, DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Article 4 : compatibilité avec les objectifs de qualité du milieu

L'implantation et le fonctionnement de l'installation sont compatibles avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L.212-1 du code de l'environnement. Ils respectent les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux.

La conception et l'exploitation de l'installation permettent de limiter la consommation d'eau et les flux polluants.

CHAPITRE 4.1 – PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

Article 4.1.1 : origine des approvisionnements en eau

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :

Origine de la ressource	Consommation maximale annuelle	Débit maximal	
		horaire	journalier
Nappe phréatique	20 000 m ³	4 m ³	75 m ³
Réseau public	9 000 m ³	1,5 m ³	34 m ³

Article 4.1.2 : protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvements

Le site est équipé, en tête du réseau de distribution d'eau potable, d'un système anti-retour.

Les installations de prélèvement d'eau sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé hebdomadairement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé, et consultable par l'inspection des installations classées.

L'exploitant met en œuvre, dans le respect prioritaire des règles de sécurité, des mesures visant la réduction des prélèvements d'eau et/ou les mesures de limitation d'impact des rejets dans le milieu récepteur, telles que la sensibilisation du personnel sur les économies d'eau et sur les risques liés à la manipulation de produits toxiques susceptibles d'entraîner une pollution des eaux.

Article 4.1.3 : localisation et identification des forages en nappe

Le puits nécessaire à l'alimentation en eaux industrielles du site est un puits affleurant.

La surveillance des installations est réalisée par l'exploitant qui veille à :

- interdire toutes activités, installations, rejets et dépôts autres que ceux strictement nécessaires à l'entretien et à l'exploitation des captages à proximité de ces derniers ;
- vérifier et maintenir l'étanchéité des capots de fermeture des chambres de captages ainsi que du regard de visite du collecteur, afin d'interdire toute infiltration d'eaux de surface ou de résidus.

La réalisation de tout nouveau forage, ou la mise hors service d'un forage, est portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique.

Article 4.1.4 : mesures d'urgence en cas de situation hydrologique critique

L'exploitant met en œuvre les mesures visant la réduction des prélèvements d'eau et/ou les mesures de limitation d'impact des rejets dans le milieu récepteur lors de la survenance d'une situation d'alerte, d'une situation d'alerte renforcée ou de crise telles que définies dans l'arrêté cadre régional n° 2017-451 du 8 juin 2017 relatif à la mise en place de principes communs de vigilance et de gestion des usages de l'eau dans le bassin Rhin-Meuse en période d'étiage et de sécheresse.

Article 4.1.4.1

Lors du dépassement du seuil d'alerte, les mesures suivantes doivent être mises en œuvre :

- renforcement de la sensibilisation du personnel sur les économies d'eau ;
- renforcement de la sensibilisation du personnel sur les risques liés à la manipulation de produits toxiques susceptibles d'entraîner une pollution des eaux ;
- interdiction de laver les véhicules de l'établissement ;
- interdiction de laver les abords des installations de production à l'eau claire ;

- report des opérations de maintenance régulières utilisatrices de la ressource en eau ;
- interdiction de pratiquer des exercices incendie utilisateurs d'un gros volume d'eau ;
- mise en place d'une mesure quotidienne, à heure fixe et en journée, de la température en amont et aval du point de rejet des effluents.

Ces mesures sont mises en œuvre dans le respect prioritaire des règles de sécurité.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, sous un délai d'une semaine à compter du dépassement du seuil d'alerte, un rapport avec l'ensemble des informations suivantes :

- les débits de prélèvements effectifs en situation normale de fonctionnement, à comparer avec les débits de prélèvement autorisés par l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- le débit rejeté (% de la quantité prélevée), lieu de rejet (si différent du prélèvement) ;
- le delta de T° entre prélèvement et rejet, en précisant le lieu de mesure de ces T° ;
- le débit minimum nécessaire pour assurer l'activité en marche normale du site ;
- le débit en marche dégradée ;
- le débit de sécurité si existant ;
- la période d'arrêt estival des activités pour raison de congés par exemple...

Les quantités seront données en m³/jour ou m³/heure avec le nombre d'heures de rejets d'effluents par jour. L'exploitant peut ajouter à ces données toutes celles qui lui semblent pertinentes pour apprécier son impact sur les milieux aquatiques.

L'exploitant propose dans son rapport d'une part des mesures de réduction de consommation d'eau (le recyclage de certaines eaux de nettoyage, la modification de certains modes opératoires...) et d'autre part des dispositifs de limitation de l'impact de ses rejets aqueux en cas de déclenchement du seuil d'alerte renforcée (écrêtement des débits de rejet ou une rétention temporaire des effluents...).

Article 4.1.4.2

Lors du dépassement du seuil d'alerte renforcée, l'exploitant renforce les mesures déployées lors du dépassement du seuil d'alerte citées au paragraphe 4.1.4.1.

De plus, l'exploitant met en œuvre les mesures de réduction de consommation d'eau et les dispositifs de limitation de l'impact de ses rejets aqueux qui auront été proposés en application de l'article 4.1.4.1. nonobstant d'autres mesures qui pourraient lui être demandées par le préfet. Ces mesures pourraient être mises en œuvre graduellement en fonction de la gravité de la situation.

Article 4.1.4.3

Lors du dépassement du seuil de crise, l'exploitant renforce les mesures déployées lors du dépassement du seuil d'alerte renforcée (citées à l'article 4.1.4.2) nonobstant d'autres mesures qui pourraient être prises par le préfet.

Article 4.1.4.4

L'exploitant accuse réception à l'inspection des installations classées de l'information de déclenchement d'une situation d'alerte ou d'une situation d'alerte renforcée ou d'une situation de crise par la préfecture et confirme la mise en œuvre des mesures prévues aux articles 4.1.4.1, 4.1.4.2 et 4.1.4.3 ci-dessus.

Article 4.1.4.5

Un bilan environnemental sur l'application des mesures prises sera établi par l'exploitant après chaque arrêt de situation d'alerte.

Il comportera un volet quantitatif des réductions des prélèvements d'eau et/ou qualitatif des réductions d'impact des rejets et sera adressé à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.

Article 4.1.4.6

Dès le dépassement du seuil d'alerte, le tableau de l'article 4.3.4.5 est modifié comme suit pour les paramètres ci-dessous :

paramètres	Rejet 3		Fréquence d'analyse
	Concentration maximale (mg/l)	Flux maximal journalier	
Hg (et composés)	0,025	0,2 g/j	hebdomadaire
Pb (et composés)	0,3	3,9 g/j	hebdomadaire
Sn (et composés)	0,5	4,8 g/j	hebdomadaire

CHAPITRE 4.2 – COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

Article 4.2.1 : dispositions générales

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'article 4.3.1 ou non conforme à ses dispositions est interdit.

À l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.

Article 4.2.2 : plan des réseaux

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (implantation du disconnecteur) ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ;
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Article 4.2.3 : entretien et surveillance

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure, par des contrôles appropriés et préventifs, de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Article 4.2.4 : protection des réseaux internes à l'établissement

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

Un système permet l'isolement des réseaux d'effluents industriels de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ce dispositif est maintenu en état de marche, signalé et actionnable en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Son entretien préventif et sa mise en fonctionnement sont définis par consigne.

CHAPITRE 4.3 – TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU

Article 4.3.1 : identification des effluents

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux usées domestiques ;
- les eaux pluviales et eaux non susceptibles d'être polluées ;
- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées ;
- les eaux de process.

Article 4.3.2 : collecte des effluents

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas, elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement, ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans les nappes d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Article 4.3.3 : caractéristiques générales de l'ensemble des rejets

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes ;
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ;
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- température < 30°C ;
- pH : compris entre 5,5 et 9 ;
- couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l.

Article 4.3.4 : gestion des eaux polluées et des eaux résiduares internes à l'établissement

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'effluents issus des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacués vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet suivants :

Point de rejet vers le milieu récepteur	1	2	3
Nature des effluents	Eaux pluviales	Eaux sanitaires	Eaux de process : atelier composition, décalottage, fours taillerie, lavage, neutralisation eaux pluviales : parc à calcins et parc des pots usagés
Débit maximal journalier (m³/jour)	-	15	60
Débit moyen mensuel (m³/jour)			40
Exutoire du rejet	Milieu naturel	Réseau communal	Milieu naturel
Traitement avant rejet	-	-	Jardins saint louis
Milieu naturel récepteur ou station de traitement collective	Spielersbach coordonnées Lambert : N48 59,307' E 007°21,500' N48 59,279' E 007°21,494' N48 59,261' E 007°21,481' N48 59,262' E 007°21,476 N48 59,247' E 007°21,437' N48 59,236' E 007°21,409' N48 59,233' E 007°21,281'	Station de traitement communal	Muehlgraben coordonnées Lambert : N48°59'16.081"E 007°21'0.204
Conditions de raccordement	-	Autorisation de rejet	-

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartiennent le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L.1331-10 du code de la santé publique.

Article 4.3.4.1 : eaux usées domestiques

Les eaux sanitaires usées (rejet 2) sont évacuées vers la station de traitement communale. Les modalités de rejets sont encadrées par une autorisation de rejet.

Une copie de ces documents, ainsi que leurs éventuelles mises à jour, sont communiquées à l'inspection des installations classées.

Article 4.3.4.2 : eaux non susceptibles d'être polluées

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies :

REJET 1	
paramètres	Concentration maximale (mg/l)
MEST	35
HCT	5

Article 4.3.4.3 : eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations, hors celles intégrées au rejet 3, sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles peuvent être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.

Article 4.3.4.4 : eaux de refroidissement

Le refroidissement en circuit ouvert est interdit.

Article 4.3.4.5 : eaux usées industrielles et eaux pluviales provenant du parc à calcin et du parc des pots usagés

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :

paramètres	Rejet 3		Fréquence d'analyse
	Concentration maximale (mg/l)	Flux maximal journalier	
Débit (L/j)	-	-	journalière
pH	5,5 < pH < 9	-	continu
Température (°C)	30 °C	-	continu
MEST	100	2,2 kg/j	hebdomadaire
DBO5	100	2,2 kg/j	hebdomadaire
DCO	300	6,5 kg/j	hebdomadaire
N Kjeldahl	10	220 g/j	hebdomadaire
Azote total (NTK+)	30	650 g/j	mensuel
Indice phénol	0,3	6,5 g/j	annuelle
As et composés	0,3	6,5 g/j	trimestrielle
Cr VI (et composés)	0,05	1,1 g/j	annuelle
Pb (et composés)	0,3	6,5 g/j	hebdomadaire
Cd (et composés)	0,05	1,1 g/j	trimestrielle
Cu (et composés)	0,15	3,3 g/j	trimestrielle
Cr (et composés)	0,1	2,2 g/j	trimestrielle
Hg (et composés)	0,025	1,1 g/j	trimestrielle
Ni (et composés)	0,2	4,35 g/j	trimestrielle
Zn (et composés)	0,5	25 g/j	trimestrielle
Sn (et composés)	0,5	11 g/j	trimestrielle
Phosphore	10	220 g/j	trimestrielle
F (et composés)	15	500 g/j	hebdomadaire
Fe+ Al (code SANDRE 7714)	5	108 g/j	trimestrielle
Sb (et composés)	0,3	22 g/j	trimestrielle
Baryum	3	100 g/j	annuelle
Bore	3	65 g/j	mensuelle
HCt (C10 – C40)	10	433 g/j	annuelle

Pour la détermination des flux, l'ensemble des émissions canalisées doit être pris en compte.

Aménagement des points de prélèvements

Sur les ouvrages de rejet des eaux de process sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Section de mesure

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

TITRE 5 – DÉCHETS

Article 5.1 : limitation de la production de déchets

L'exploitant prend toutes dispositions pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles.

Article 5.2 : séparation des déchets

L'exploitant effectue, à l'intérieur de son établissement, la séparation des déchets (dangereux ou non), de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité.

Des équipements et installations spécifiques et adaptés tels que bennes et conteneurs métalliques, fûts avec couvercle, etc, sont disponibles sur le site pour le stockage avant expédition pour traitement des différents déchets susceptibles d'être produits sur le site.

Article 5.3 : conception et exploitation des installations internes de transit des déchets

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

Des dispositions particulières seront prises en ce qui concerne le stockage de calcin, tant au niveau de la conception et de la construction de l'enceinte de stockage (implantation en fonction du vent...) que de l'exploitation.

Article 5.4 : déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement

L'exploitant fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

L'exploitant doit pouvoir justifier l'élimination des déchets.

Article 5.5 : déchets traités ou éliminés à l'intérieur de l'établissement

À l'exception des installations spécifiquement autorisées, tout traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement (incinération à l'air libre, mise en dépôt à titre définitif, etc) est interdit.

Article 5.6 : transport

Chaque lot de déchet dangereux expédié vers l'éliminateur doit être accompagné du bordereau de suivi des déchets dangereux.

Article 5.7 : déchets produits par l'établissement

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont limités aux quantités suivantes :

Type déchet	Code déchet	Origine	Quantité maximale produite annuellement	Filière élimination et valorisation
calcin	10 11 11 ^(*)	Halle de fusion rebuts de fabrication	700 t	Recyclage en interne dans le four à bassin + revalorisation
Boues neutralisation	10 11 19 ^(*)	neutralisation	300 t	Décharge de classe 1
Solution ammoniacale usagée	11 01 07 ^(*)	Gravure et polissage chimique	28 m ³	Destruction en centre agréé
Métaux divers	20 01 40	Ensemble du site	5 bennes	recyclage
Emballages souillés	15 01 10 ^(*)	Conditionnement et matériaux souillés	20 t	Décharge de classe 1
plastiques	20 01 01	Ensemble du site	20 t	Reprise fournisseur pour destruction
Cartons non souillés	20 01 01	Ensemble du site	20 t	recyclage
Huiles minérales usagées	13 01 10 ^(*)	taillerie	200 litres	Traitement en centre agréé
palettes	15 01 03	Ensemble du site	1 500 unités	recyclage
DIB	-	Ensemble du site	300 t	Décharge DIB

^(*) déchet dangereux au sens du décret n° 2002-540 du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets

Article 5.8 : traçabilité – Registre de sortie

L'exploitant doit veiller à la bonne élimination des déchets, même s'il a recours au service de tiers.

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées un registre chronologique de la production et de l'expédition des déchets.

L'épandage des déchets et des effluents produits par l'établissement est interdit.

TITRE 6 – PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

CHAPITRE 6.1 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 6.1.1 : aménagements

L'installation est construite, équipée et exploitée, de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997, relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du code de l'environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées, sont applicables.

Article 6.1.2 : véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R.571-1 à R.571-24 du code de l'environnement.

Article 6.1.3 : appareils de communication

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

CHAPITRE 6.2 – NIVEAUX ACOUSTIQUES

Article 6.2.1 : valeurs limites d'émergence

L'établissement doit respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 6.2.2 : niveaux limites de bruit

Les niveaux limites de bruit admissibles en limite de propriété ne doivent pas dépasser les valeurs suivantes :

- 55 dB(A) de jour^(*) ;
- 50 dB(A) en période intermédiaire^(*) ;
- 45 dB(A) de nuit^(*).

^(*) au sens de l'arrêté ministériel du 20 août 1985.

Les emplacements des points de mesures sont ceux définis dans l'étude sonore jointe au dossier de demande d'autorisation.

CHAPITRE 6.3 – VIBRATIONS

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage, ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

TITRE 7 – PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 7.1 – CARACTÉRISATION DES RISQUES

Article 7.1.1 : inventaire des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement

L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement), en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur, sont constamment tenus à jour.

Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours.

Article 7.1.2 : zonage interne à l'établissement

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, d'émanations toxiques ou d'explosions, de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées, ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir, soit de façon permanente ou semi-permanente.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés, et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.

CHAPITRE 7.2 – INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers.

Article 7.2.1 : accès et circulation dans l'établissement

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie et de secours puissent évoluer sans difficulté.

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.

Article 7.2.2 : gardiennage et contrôle des accès

Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.

Un gardiennage est assuré.

Article 7.2.3 : installations électriques – mise à la terre

Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art, et distincte de celle des installations de protection contre la foudre.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent, qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Article 7.2.4 : zones susceptibles d'être à l'origine d'une explosion

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980, portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion, sont applicables à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère explosive de l'établissement. Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.

Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles, susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques, sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentiellles.

Article 7.2.5 : protection contre la foudre

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre conformément à la réglementation en vigueur.

CHAPITRE 7.3 – GESTION DES OPÉRATIONS PORTANT SUR DES SUBSTANCES POUVANT PRÉSENTER DES DANGERS

L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation, ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.

Article 7.3.1 : consignes d'exploitation destinées à prévenir les accidents

Les opérations comportant des manipulations susceptibles de créer des risques, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses, et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...), font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées.

Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction de fumer ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque à proximité du dépôt ;
- l'obligation du « permis d'intervention » ou « permis de feu » ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours.

Article 7.3.2 : interdiction de feux

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

Article 7.3.3 : formation du personnel

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.

Cette formation comporte notamment :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre ;
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes ;
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité ;
- un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis-à-vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci ;
- une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.

Article 7.3.4 : travaux d'entretien et de maintenance

Tous les travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique, sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli, définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter.

Les travaux font l'objet d'un permis délivré par une personne dûment habilitée et nommément désignée.

Article 7.3.5 : « permis d'intervention » ou « permis de feu »

Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu », et en respectant une consigne particulière.

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu », et la consigne particulière doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.

CHAPITRE 7.4 – PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Article 7.4.1 : organisation de l'établissement

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 7.4.2 : étiquetage des substances et préparations dangereuses

Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 l, portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

À proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible.

Article 7.4.3 : rétentions

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention, dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 l, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides, et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.

La conception de la capacité est telle, que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir.

Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite.

Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.

Les opérations de gravure et de polissage chimique sont réalisées dans des bâtiments équipés de rétentions permettant la collecte des éventuels épanchements, ainsi que leur élimination vers la station de neutralisation.

Article 7.4.4 : réservoirs

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse.

Les canalisations doivent être installées à l'abri des chocs, et donner toute garantie de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

Article 7.4.5 : règles de gestion des stockages en rétention

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilée, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. À cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

Article 7.4.6 : stockage sur les lieux d'emploi

Les matières premières, produits intermédiaires et produits finis considérés comme des substances ou des préparations dangereuses sont limités en quantité stockée et utilisée dans les ateliers au minimum technique permettant leur fonctionnement normal.

Article 7.4.7 : transports – chargements – déchargements

Toutes les opérations de manipulation de produits dangereux ou polluants, sont effectuées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Des précautions particulières sont prises pour éviter le heurt des installations de stockage de produits chimiques (acide sulfurique, acide fluorhydrique), et le renversement accidentel des fûts.

Article 7.4.8 : élimination des substances ou préparations dangereuses

L'élimination des substances ou préparations dangereuses récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée. En tout état de cause, leur éventuelle évacuation vers le milieu naturel s'exécute dans des conditions conformes au présent arrêté.

CHAPITRE 7.5 – MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

Article 7.5.1 : définition générale des moyens

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre, et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci.

L'ensemble du système de lutte contre l'incendie fait l'objet d'un plan de sécurité établi par l'exploitant en liaison avec les services d'incendie et de secours.

L'établissement est doté de plusieurs points de repli destinés à protéger le personnel en cas d'accident. Leur emplacement résulte de la prise en compte des scénarii développés dans l'étude des dangers et des différentes conditions météorologiques.

Article 7.5.2 : entretien des moyens d'intervention

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Article 7.5.3 : moyens de prévention et de protection contre l'incendie

L'exploitant dispose, a minima :

- d'extincteurs en nombre suffisant et adaptés aux risques ;
- de RIA implantés dans chaque atelier relié à une réserve de 12 m³ ;
- de poteaux incendie reliés au réseau communal délivrant un débit de 60 m³/h ;
- d'aires de pompage aménagées pour les pompiers sur l'étang de la Boucherie ;
- d'exutoires de fumées en toiture de la halle 44 avec les commandes manuelles placées à proximité des accès représentant 1 % de la surface ;
- d'une séparation du Musée et de l'espace de production de la halle 44 par un mur d'isolement au feu 3 h et un sas d'isolement ;
- d'une séparation du sous-sol entre le Musée et la halle 44 par un mur d'isolement 2 h ;
- d'une détection de fuite de gaz au niveau des principales panoplies de la halle 44 et de son extension, déclenchant une alarme au poste de pilotage des fours.

La réserve d'eau disponible en cas d'incendie est a minima de 240 m³/h pendant 2 heures soit 480 m³.

L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.

Article 7.5.4 : consignes de sécurité

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses, et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;
- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

Article 7.5.5 : consignes générales d'intervention

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

Article 7.5.6 : bassin de confinement et bassin d'orage

Les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie doivent être collectées. Elles sont rejetées dans le milieu naturel si leur qualité le permet ou évacuées comme déchets.

La solution retenue pour la collecte de ces eaux est définie sur la base d'une étude technico-économique.

TITRE 8 – CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT

Article 8.1 : dépôt d'acide fluorhydrique

L'acide fluorhydrique est stocké sur rétention dans un bâtiment fermé à clé.

Les zones de stockage et de manipulation des containers constituent des rétentions, dont le volume est au moins égal à 600 l.

La cuvette de rétention doit être aménagée pour réduire au maximum la superficie d'évaporation en cas de fuite sur un fût.

Le pompage est réalisé dans une enceinte avec aspiration située sur rétention et connectée à l'installation de traitement d'air avant rejet (tours de lavage – conduit 14). Le pompage ne peut être actionné qu'à la condition du verrouillage de l'enceinte sous aspiration.

Des moyens de neutralisation rapide et adaptés sont implantés à proximité du dépôt (soude ou chaux).

Le bâtiment est muni d'une détection toxique d'acide fluorhydrique alarmée (alarme visuelle et sonore). Les seuils d'alarme sont fixés par l'exploitant.

Le personnel ayant accès au dépôt doit être formé aux risques spécifiques du dépôt. Il doit disposer de moyens de protection adaptés aux risques, conservés à proximité du dépôt et permettant l'intervention en cas de sinistre. Le personnel doit être formé à l'emploi de ce matériel.

Tout incident ayant entraîné le dépassement du seuil de détection donne lieu à un compte-rendu écrit tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible à proximité du dépôt.

Les opérations dangereuses (manipulation, chargement/déchargement...) doivent faire l'objet de consignes écrites.

Article 8.2 : emploi et stockage de trioxyde d'arsenic

Le conditionnement des produits contenant de l'arsenic est parfaitement étanche, et n'est pas de nature à entraîner une mise en suspension par déchirement.

Le local de stockage est étanche et fermé à clef en permanence. Son exploitation est confiée à une personne nommément désignée.

De plus, le trioxyde d'arsenic est utilisé dans des conditions strictement contrôlées :

- a) la substance est confinée rigoureusement par des moyens techniques tout au long de son cycle de vie, comprenant la production, la purification, le nettoyage et l'entretien du matériel, l'échantillonnage, l'analyse, le chargement et le déchargement des cuves ou des dispositifs, l'élimination ou l'épuration des déchets et le stockage ;
- b) des procédures et des techniques de prévention sont utilisées pour réduire autant que possible les émissions et toute exposition en résultant ;
- c) seul un personnel dûment formé et autorisé manipule la substance ;

- d) en cas de travaux d'entretien et de nettoyage, des procédures spéciales, telles que la purge et le lavage, sont appliquées avant que quiconque n'ouvre le système ou n'y pénètre ;
- e) en cas d'accident et de production de déchets, des procédures et/ou des techniques de contrôle sont mises en œuvre pour réduire autant que possible les émissions et l'exposition qui en résultent au cours des procédures de purification, d'entretien ou de nettoyage ;
- f) les procédures de manipulation des substances sont clairement fixées par écrit et leur application est contrôlée rigoureusement par l'opérateur du site.

Article 8.3 : four à bassin

Le four à bassin est équipé d'une cuve pouvant contenir l'intégralité du contenu en fusion dans le four.

La panoplie gaz du brûleur du four est équipée des dispositifs suivants :

- asservissement de la vanne de coupure de gaz à la baisse de pression de gaz en cas de fuite (2 vannes montées en série) ;
- asservissement de la fermeture de la vanne de gaz en l'absence d'alimentation électrique.

Les moyens de prévention sur le brûleur sont les suivants :

- détection de flamme sur le brûleur ;
- inspection annuelle des raccords.

Le report d'alarme en cas de détection de fuite de gaz est assuré vers le poste de pilotage des fours situé dans la halle 44 et dans laquelle une présence humaine est assurée 24 h/24.

Article 8.4 : unité de neutralisation

L'unité de neutralisation est séparée de l'atelier polissage chimique. Elle est équipée d'une détection incendie (déclencheur manuel et détecteur de fumées) raccordée à la centrale du site.

La cuve de neutralisation au lait de chaux est une cuve double-peau.

Un contrôle de pH est réalisé dans les cuves de l'unité de neutralisation et l'ensemble du procédé est suivi par un contrôle commande.

Article 8.5 : stockage d'acide sulfurique

Le stockage d'acide sulfurique concentré est réalisé dans une cuve double enveloppe munie d'un système de détection de fuite.

L'étanchéité de la cuve de stockage d'acide sulfurique concentré, ainsi que le bon fonctionnement du dispositif de détection, doivent pouvoir être contrôlés à tout moment.

Les opérations de dépotage d'acide sulfurique sont effectuées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

TITRE 9 – SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

Article 9.1 : principes généraux

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre, sous sa responsabilité, un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'autosurveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement.

L'exploitant décrit, dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmissions à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en termes de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmissions des données d'auto surveillance.

L'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et analyses d'effluents liquides, rejets atmosphériques ainsi que des mesures de niveaux sonores.

Les frais occasionnés sont à la charge de l'exploitant.

Article 9.2 : autosurveillance des émissions atmosphériques

Un contrôle annuel des rejets atmosphériques est réalisé par un organisme agréé par le Ministère en charge de l'inspection des installations classées. Ce contrôle porte sur l'ensemble des paramètres définis au chapitre 3.2 du présent arrêté.

Les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses, moyens dont la durée est une caractéristique de l'équipement représentative des conditions d'exploitation.

Article 9.3 : relevé des prélèvements d'eau

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé à fréquence hebdomadaire. Les résultats sont portés sur un registre.

Article 9.4 : autosurveillance des rejets liquides

Les eaux visées à l'article 4.3.4.2 font l'objet d'une surveillance au moins annuelle.

Article 9.5 : autosurveillance des déchets

Les résultats de surveillance sont présentés selon un registre ou un modèle établi en accord avec l'inspection des installations classées ou conformément aux dispositions nationales, lorsque le format est prédéfini. Ce récapitulatif prend en compte les types de déchets produits, les quantités et les filières d'élimination retenues.

L'exploitant utilise pour ses déclarations la codification réglementaire en vigueur.

Article 9.6 : autosurveillance des niveaux sonores

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne de mesures de niveaux sonores de l'installation, afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.

L'exploitant fait réaliser, dans un délai maximal de six mois à compter de la notification du présent arrêté, un contrôle des niveaux acoustiques et des émergences définis aux articles 6.2.1 et 6.2.2 ci-dessus.

Article 9.7 : actions correctives

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du chapitre 9.2, notamment celles de son programme d'autosurveillance, les analyse, et les interprète. Il prend, le cas échéant, les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement, ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

Article 9.8 : transmission des résultats de l'autosurveillance

Les résultats de l'autosurveillance des prélèvements et des émissions, sauf impossibilité technique, sont transmis par l'exploitant par le biais du site Internet appelé GIDAF (gestion informatisée des données d'autosurveillance fréquentes).

En cas d'impossibilité technique, les résultats des mesures réalisées au titre de l'auto-surveillance sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

Article 9.9 : bilan annuel

L'exploitant adresse au préfet, au plus tard le 31 mars de chaque année, sa déclaration annuelle des émissions polluantes, établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets.

TITRE 10 – INFORMATION – EXÉCUTION

Article 10.1 : information des tiers

- 1) une copie du présent arrêté sera déposée dans la mairie de Saint-Louis-lès-Bitche, et pourra y être consultée par toute personne intéressée ;
- 2) un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché pendant une durée minimum d'un mois dans la mairie de la commune susvisée ;

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire de la commune susvisée et adressé à la préfecture.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant.

- 3) l'arrêté sera publié sur le portail internet des services de l'État en Moselle (*publications – publicité légale installations classées et hors installations classées – Arrondissement de Sarreguemines*) pendant une durée minimale de 4 mois.

Article 10.2 : exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de Saint-Louis-lès-Bitche, ainsi qu'au sous-préfet de Sarreguemines et à la société Compagnie des cristalleries de Saint-Louis.

Fait à Metz, le 17 AOUT 2021

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

Olivier Delcayrou

Conformément aux dispositions de l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, les décisions mentionnées aux articles L.211-6 et L.214-10 et au I de l'article L.514-6 peuvent être déférées à la juridiction administrative (tribunal administratif de Strasbourg)

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public peuvent désormais déposer leur recours par voie dématérialisée via l'application Télérecours depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.